



Pour une transition énergétique sans exclusion sociale ?

Marie-Christine Zélem, Christophe Beslay

► To cite this version:

Marie-Christine Zélem, Christophe Beslay. Pour une transition énergétique sans exclusion sociale ?. CLER Infos, 2011. hal-01757779

HAL Id: hal-01757779

<https://hal.science/hal-01757779v1>

Submitted on 4 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une transition énergétique sans exclusion sociale ?

Marie-Christine Zélem¹, sociologue, Université Toulouse II, et Christophe Beslay, sociologue, Bureau d'études sociologiques BESCOB

La transition énergétique nécessite de sortir d'un modèle sociotechnique unique qui s'imposerait uniformément à tout un chacun, pour aller vers des catégories de solutions de type sur-mesure, plus en phase avec les réalités sociales et les besoins. Elle doit être l'occasion de développer des réponses certes technologiques, mais aussi organisationnelles et socioculturelles, qui respectent une vraie justice sociale à hauteur des défis environnementaux.

La nouvelle stratégie nationale du développement durable 2010-2013² annonce clairement des objectifs d'évolution des modes de vie et des modes de consommation vers plus de sobriété énergétique. Elle affiche notamment des ambitions de performance énergétique qui s'appliquent tant aux bâtiments qu'aux moyens de transport ou aux appareils électroménagers : la réglementation thermique (RT 2012) fixe des objectifs de performance globale du bâti, les automobiles doivent satisfaire certains seuils d'émissions de CO₂, les équipements ménagers (frigos, lave-linge...) et de chauffage des logements sont également soumis à des exigences accrues les rendant plus économes en énergie. Quant aux consommateurs, on attend d'eux qu'ils contribuent à ces objectifs de performance, soit par l'amélioration de leur logement et le renouvellement de leurs équipements, soit par l'adoption de comportements plus économes.

Le Grenelle a finalement abouti à une série de mesures moins ambitieuses que prévu et qui obèrent dangereusement la rapidité avec laquelle notre société va s'engager dans ce tournant énergétique. Ces mesures s'organisent autour de deux scénarios principaux : l'un qui relève de l'utopie technologique, l'autre de l'utopie sociale. Le premier scénario fait le pari d'atteindre une certaine efficacité énergétique par diffusion large et rapide de technologies plus performantes. Le second mise sur la capacité des acteurs (professionnels des bâtiments, distributeurs, gestionnaires, ménages...) à changer leurs pratiques vers plus de sobriété.

Le pari hasardeux de la technologie

Dans le premier cas, les bâtiments annoncés comme les plus performants affichent, à l'usage, des consommations plus élevées que les consommations prévues. Il en va de même pour les équipements de la maison, certes moins énergivores, mais de plus en plus nombreux et plus sollicités, ce qui génère des surconsommations (effet rebond). L'erreur est d'ordre technocratique : s'en remettre au progrès et à la technologie. Elle fait un pari hasardeux sur la compréhension des fonctionnalités des systèmes techniques, la standardisation des pratiques sociales, la rationalité des utilisateurs... Elle oublie quelque peu le marché et la manière dont il structure les décisions d'achat, donc les manières de s'équiper. Par ailleurs, les technologies sont rarement utilisées à hauteur de leurs potentialités, les modes d'emploi, quand ils existent, ne sont pas lus et souvent incompris. Il manque souvent d'outils de pilotage simples à utiliser. Surtout, les usagers tendent à déléguer aux systèmes techniques (thermostats électroniques, programmeurs, répartiteurs de chaleur...) la gestion de leurs consommations d'énergie. Ils y sont d'ailleurs souvent incités par les concepteurs et les gestionnaires qui cherchent à tenir les usagers à distance par des formes automatiques de régulation (domotique). De même, les macro systèmes centralisés de production et de distribution

¹ ZELEM M.-C, 2010, Politiques de Maîtrise de la Demande d'Énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique, Paris, l'Harmattan, coll : logiques sociales.

² Adoptée le 27 juillet 2010 par le comité interministériel du développement durable, et reprise dans les lois « Grenelle ».

d'énergie relèvent, pour les usagers, d'un « ordre lointain » qui leur paraît plus déterminant que leurs pratiques énergétiques.

Des professionnels non formés, des ménages plus que démunis

Dans le second cas, qu'il s'agisse des professionnels de la conception, de la construction ou de la distribution, sans adhésion préalable aux enjeux poursuivis et sans formation spécifique, ils ne sont pas nécessairement en mesure de modifier leurs savoir-faire ou/et de changer leurs pratiques, voire leur partenariats. Ceci explique les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre des technologies et des matériaux adéquats. Ceci explique également les inerties constatées sur les marchés. De leur côté, les ménages sont plus que démunis. Les énergies fossiles et l'électricité restent bon marché et il leur est impossible de mesurer, donc de contrôler et piloter les consommations unitaires de leurs appareils. En l'absence d'incitations à moins consommer et sans information ciblée, ils se laissent tenter par le modèle consumériste qui conforte habitudes et routines domestiques (veilles, température de confort, multi-équipement, sur-utilisation de la voiture...). Par ailleurs, tous ne sont pas en mesure de développer une réflexion sur le caractère structurant de leur cadre de vie (conception, isolation, orientation...), sur les effets d'inertie liés aux installations préexistantes (système de chauffage, type et âge des équipements, état du logement...) ou sur le poids des normes sociales (éclairage, température intérieure par exemple). Ainsi, modes de vie et niveaux de vie se combinent aux propriétés sociales de chacun (taille et composition du ménage, niveau de diplôme et de revenus, statut d'occupation du logement...) pour constituer soit un atout, soit une contrainte pour s'engager vers des changements.

Toute une frange de la population laissée pour compte

C'est ainsi que les programmes d'efficacité énergétique tendent à s'adresser en premier lieu à deux types de publics : les familles ayant la capacité financière de s'équiper de manière plus performante et d'investir dans un projet de rénovation énergétique, et les familles motivées par l'enjeu écologique. Ils laissent pour compte toute une frange de la population : ceux qui n'ont pas les moyens d'investir dans des équipements économes, ceux qui se trouvent en situation de précarité énergétique ou/et de précarité sociale, les moins sensibilisés aux questions énergétiques et environnementales, ainsi que la majorité des occupants des logements sociaux ou vivant en habitat collectif.

Au-delà des discours convenus, la performance énergétique globale est complexe à produire. Elle met en jeu une pluralité d'acteurs aux logiques parfois divergentes (maîtres d'ouvrage, concepteurs, réalisateurs, distributeurs, utilisateurs...) en interaction avec des techniques et des matériaux de plus en plus sophistiqués, difficiles à concevoir, à produire et à utiliser. La transition énergétique questionne donc l'économie d'énergie comme valeur, la diversité sociale et l'inter-culturalité. Pour éviter de creuser davantage la fracture énergétique, elle suppose de bouleverser préjugés, savoirs et savoir-faire, de rompre avec les utopies techniciennes et sociales, de penser ensemble tous les acteurs de la performance énergétique et d'appréhender la technique et le social non plus de manière segmentée, mais dans leurs interdépendances.

Remettre les usagers au cœur des systèmes sociotechniques

Cela implique de modifier les systèmes professionnels, de promouvoir des approches globales plus intégrées, de mettre en place de nouvelles formations, de développer de nouveaux métiers, ce qui peut heurter les cultures traditionnelles des métiers du bâtiment et appelle la mise en place, dans les entreprises, de nouveaux modèles économiques, centrés sur la qualité et la performance énergétique. Cela implique également de remettre les usagers au cœur des systèmes sociotechniques, de les considérer comme acteurs de la performance énergétique, dotés d'outils de contrôle et de pilotage simples et performants. Pour tous, la diffusion d'une culture des économies d'énergie, à la fois technique et environnementale, suppose la mise en cohérence de l'ensemble des discours qui forgent les opinions (médias, politiques, industriels, publicité, commerciaux, techniciens...).